

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

5 octobre 2021

PROPOSITION DE LOI**visant à réduire à 6 % la TVA
sur l'électricité**

(déposée par M. Marco Van Hees et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

5 oktober 2021

WETSVOORSTEL**teneinde het btw-tarief voor elektriciteit
te verlagen tot 6 %**

(ingediend door de heer Marco Van Hees c.s.)

RÉSUMÉ

Les prix de l'électricité explosent. Selon la CREG, entre août 2020 et août 2021, la facture d'électricité a augmenté de 200 euros. Une famille moyenne paie désormais plus de 1 000 euros par an pour l'électricité.

Or, une famille sur cinq est aujourd'hui touchée par la précarité énergétique. Cette situation va à l'encontre du droit à une vie digne pourtant garanti par la Constitution. L'énergie est, en effet, un besoin fondamental.

La présente proposition de loi vise, dès lors, à abaisser le taux de TVA sur l'électricité à 6 %, ce qui permettra de faire diminuer immédiatement la facture d'électricité des ménages.

SAMENVATTING

De prijzen voor elektriciteit rijzen de pan uit. Volgens de CREG is de elektriciteitsfactuur tussen augustus 2020 en augustus 2021 gestegen met 200 euro. Een gemiddeld gezin betaalt voortaan meer dan 1 000 euro per jaar voor elektriciteit.

Eén op de vijf gezinnen kampt daarenboven met energiearmoede. Dit strookt niet met het door de Grondwet gegarandeerde recht op een menswaardig bestaan. Energie is immers een basisbehoefte.

Dit wetsvoorstel beoogt dan ook het btw-tarief voor elektriciteit te verlagen tot 6 %, zodat de gezinnen hun elektriciteitsfactuur onverwijld zien dalen.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

En 2020, la Belgique est devenue le deuxième pays d'Europe où le prix de l'électricité est le plus cher (derrière l'Allemagne)¹.

Le prix de l'électricité en Belgique dépasse de 31 % la moyenne européenne. Pour une consommation de 3 500 Kw/h par an, le montant de la facture d'électricité en Belgique est supérieur de 233 euros par rapport au montant de la facture moyenne en Europe. Avec la France, la différence est encore plus marquée: 313 euros de plus par an.

La facture d'électricité des ménages a connu une augmentation plus forte en Belgique que dans les pays voisins. Pourtant, en 2014, à l'entrée en fonctions du gouvernement Michel, le montant de la facture d'électricité des ménages belges était encore inférieur de 46 euros au montant moyen de la facture des ménages des pays voisins (l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni).

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette différence de prix de l'électricité avec l'étranger. L'un d'entre eux est le taux élevé de la TVA prélevée sur l'électricité en Belgique. Malgré l'existence d'un taux de base de 6 % pour les "biens de première nécessité et pour les prestations à caractère social", les ménages belges sont actuellement soumis au taux de 21 %, soit le taux le plus élevé, celui qui s'applique également à des produits de luxe comme le homard, les huîtres et le caviar.

Selon l'article 23 de notre Constitution, toute personne a droit à une vie conforme à la dignité humaine. Or, sans accès à l'électricité, ce droit n'est pas garanti. L'électricité est ainsi un bien de première nécessité. Tout le monde a besoin d'électricité pour s'éclairer, pour conserver de la nourriture, la préparer, ainsi que pour exercer des activités qui sont devenues un élément essentiel de la communication, de la formation et de l'information, de la vie sociale, du travail et des loisirs. L'électricité est également, pour une partie de la population, la source d'énergie pour se chauffer.

Or, depuis la libéralisation du marché de l'électricité, les prix explosent, si bien que de nombreuses personnes n'arrivent plus à supporter la pression excessive de la facture énergétique sur le budget du ménage, ce qui

¹ <https://fr.statista.com/infographie/11825/comparaison-cout-electricite-en-europe/>.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In 2020 is België, na Duitsland, het duurste land in Europa geworden wat de prijs van elektriciteit betreft¹.

De elektriciteitsprijs in België ligt 31 % boven het Europese gemiddelde. Bij een verbruik van 3 500 kWh per jaar valt de elektriciteitsfactuur in ons land 233 euro duurder uit dan gemiddeld in Europa. In vergelijking met Frankrijk is het verschil nog groter: 313 euro per jaar.

De elektriciteitsfactuur van de Belgische gezinnen is sterker gestegen dan in de buurlanden. In 2014, bij het aantreden van de regering-Michel, betaalde een Belgisch gezin nog 46 euro minder voor elektriciteit dan gemiddeld in onze buurlanden (Duitsland, Frankrijk, Nederland en het Verenigd Koninkrijk).

Deze stroomprijsskloof met het buitenland kan worden verklaard door verschillende factoren. Eén ervan betreft het hoge btw-tarief dat in België geheven wordt op elektriciteit. Hoewel een basistarief van 6 % wordt geheven op "basisproducten en geleverde diensten met een sociaal karakter", betalen de gezinnen in België op elektriciteit thans het hoogste tarief van 21 % – evenveel als op luxeproducten als kreeft, oesters en kaviaar.

Artikel 23 van onze Grondwet bepaalt dat iedereen recht heeft op een menswaardig bestaan. Zonder toegang tot elektriciteit is dat recht echter niet gegarandeerd; elektriciteit is wel degelijk een basisbehoefte. Iedereen heeft elektriciteit nodig voor verlichting, de bereiding en bewaring van voedsel, alsook voor tal van activiteiten die een essentieel bestanddeel zijn gaan uitmaken van communicatie, studie en informatie, sociaal leven, werk en ontspanning. Bovendien gebruikt een deel van de bevolking elektriciteit als energiebron om de woning te verwarmen.

Sinds de vrijmaking van de elektriciteitsmarkt swingen de prijzen echter de pan uit en worstelen veel mensen dan ook met de te zware druk van de energiefactuur op het gezinsbudget. Dat leidt tot onbetaalde rekeningen,

¹ <https://fr.statista.com/infographie/11825/comparaison-cout-electricite-en-europe/>.

se traduit par des factures impayées, des logements mal chauffés, des aliments mal préparés et d'autres problèmes graves.

Les prix élevés de l'électricité, combinés à la faiblesse des revenus et à des logements vétustes et mal isolés, font en sorte qu'aujourd'hui, un ménage belge sur cinq est concerné par la précarité énergétique. Le Baromètre de la précarité énergétique met en lumière plusieurs dimensions de cette vulnérabilité. Il a notamment révélé que 15,1 % des ménages belges consacrent une part trop importante de leurs revenus aux dépenses énergétiques, que 3,6 % des ménages craignent de ne pas disposer de moyens financiers suffisants pour pouvoir chauffer correctement leur logement et que 4,2 % des ménages ont été contraints de réduire leur consommation énergétique en deçà du strict minimum.

Au début de l'année 2014, la TVA sur l'électricité était temporairement passée de 21 % à 6 %. Pendant pas moins de six ans, le PVDA-PTB avait mené une campagne de terrain au sujet de cette mesure phare de son programme et exercé une pression populaire sur le gouvernement fédéral en recueillant quelque 225 000 signatures. Cependant, le gouvernement Michel I^{er} a immédiatement annulé cette réduction de TVA lors de son entrée en fonctions, décision à laquelle le PVDA-PTB s'est toujours fermement opposé.

Aujourd'hui, la proposition de ramener une nouvelle fois la TVA sur l'électricité à 6 % est plus que jamais d'actualité. En effet, les prix de l'électricité explosent: ils ont déjà augmentés de 50 à 65 %. Selon la CREG, entre août 20é0 et août 2021, la facture d'électricité a augmenté de 200 euros. Une famille moyenne paie désormais plus de 1 000 euros par an pour l'électricité. La facture d'électricité est constituée pour 32 % de la composante énergétique (déterminée par le marché de l'énergie) et pour 68 % des taxes et accises.

Le gouvernement espagnol a lancé un ambitieux plan visant à réduire de moitié la facture énergétique d'ici la fin de l'année. Pour ce faire, une des mesures "phare" de ce plan est la réduction de la TVA sur l'énergie.

En réduisant la TVA sur l'électricité de 21 à 6 %, nous pouvons diminuer immédiatement la facture d'électricité des ménages belges. L'application de ce taux réduit est logique: l'énergie est un besoin fondamental et non un produit de luxe. En outre, cette mesure est socialement équitable, car les ménages les moins riches ressentent beaucoup plus les effets d'une réduction de la TVA, étant donné que la facture énergétique a un impact beaucoup plus important sur leur budget familial que sur celui des ménages les plus riches.

inadequaat verwarmde woningen, ongezond koken en andere ingrijpende beperkingen.

De combinatie van hoge energieprijzen, lage inkomens en verouderde en slecht geïsoleerde woningen zorgt ervoor dat vandaag één op vijf Belgische gezinnen getroffen wordt door energiearmoede. De Barometer Energiearmoede brengt diverse dimensies van deze kwetsbaarheid in beeld en geeft onder meer aan dat 15,1 % van de Belgische gezinnen een te groot deel van hun inkomen aan energiekosten besteedt. 3,6 % van de gezinnen vreest dan weer dat ze over onvoldoende financiële middelen beschikken om de woning behoorlijk te kunnen verwarmen, en 4,2 % van de gezinnen zag zich zelfs genoodzaakt om hun energieverbruik tot onder het strikte minimum te beperken.

Begin 2014 werd de btw op elektriciteit een tijd verlaagd van 21 % tot 6 %. De PVDA-PTB voerde rond dit speerpunt van haar programma maar liefst zes jaar lang campagne in het veld en zette met maar liefst 225 000 handtekeningen van onderuit druk op de federale regering. De regering-Michel I draaide deze btw-verlaging bij haar aantreden echter onmiddellijk terug. De PVDA-PTB heeft zich hier steeds fel tegen verzet.

Thans is het voorstel om de btw op elektriciteit opnieuw tot 6 % te verlagen meer dan ooit actueel. De elektriciteitsprijzen gaan immers door het dak: zij zijn al met 50 tot 65 % gestegen. Volgens de CREG is de elektriciteitsfactuur tussen augustus 2020 en augustus 2021 gestegen met 200 euro. Een gemiddeld gezin betaalt voortaan meer dan 1 000 euro per jaar voor elektriciteit. De elektriciteitsfactuur bestaat voor 32 % uit de energiecomponent (bepaald door de energiemarkt) en voor 68 % uit belastingen en accijnzen.

De Spaanse regering heeft een ambitieus plan uitgewerkt om de energiefactuur tegen het einde van het jaar met de helft te doen dalen. Een van de kernmaatregelen van dat plan is de btw-verlaging voor energie.

Met een verlaging van de btw op elektriciteit van 21 % naar 6 % kan de elektriciteitsfactuur van de Belgische gezinnen onmiddellijk worden gedrukt. De toepassing van dit verlaagde tarief is logisch: energie is namelijk een basisbehoefte, geen luxeproduct. Deze maatregel is bovendien sociaal rechtvaardig, aangezien de minst kapitaalkrachtige gezinnen een btw-verlaging veel sterker voelen; de energiefactuur weegt in hun gezinsbudget immers veel sterker door dan in dat van de rijkste gezinnen.

COMMENTAIRE DES ARTICLES**Art. 2**

La présente proposition de loi visant à réduire la TVA de façon permanente, il convient, pour des raisons de clarté, d'abroger le régime transitoire mentionné à l'article 1^{er}*bis* de l'arrêté royal précité.

Art. 3

Les taux de TVA sont fixés dans l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux. Cet arrêté royal fixe le taux normal à 21 %, mais définit un taux réduit de 6 % pour une liste limitative de biens et de services repris dans le tableau A de l'annexe à cet arrêté. Par la présente proposition de loi, nous ajoutons la fourniture d'électricité à la liste des biens et des services qui sont définitivement soumis au taux réduit de 6 %.

Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Thierry WARMOES (PVDA-PTB)
Roberto D'AMICO (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)
Peter MERTENS (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN**Art. 2**

Aangezien dit wetsvoorstel een blijvende btw-verlaging beoogt, moet de overgangsregeling als bedoeld in artikel 1*bis* van voormeld koninklijk besluit worden opgeheven ten behoeve van de duidelijkheid.

Art. 3

De btw-tarieven worden vastgesteld in het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven. Dit koninklijk besluit stelt het normale tarief vast op 21 %, maar definieert een verlaagd tarief van 6 % voor een limitatieve lijst van goederen en diensten die is opgenomen in tabel A van de bijlage bij dit besluit. Met dit wetsvoorstel wordt beoogd de levering van elektriciteit toe te voegen aan de lijst van goederen en diensten die definitief onderworpen zijn aan het verlaagde tarief van 6 %.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

L'article 1^{er}*bis* de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux est abrogé.

Art. 3

Dans le tableau A de l'annexe audit arrêté royal n° 20, remplacé par l'arrêté royal du 29 décembre 1992, le XIII est remplacé par ce qui suit:

“XIII. L'énergie et l'eau

1° La fourniture d'électricité aux clients résidentiels tels que visés à l'article 2, 16°*bis*, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

2° L'eau ordinaire naturelle fournie au moyen de canalisations.”.

23 septembre 2021

Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Thierry WARMOES (PVDA-PTB)
Roberto D'AMICO (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)
Peter MERTENS (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 1*bis* van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven wordt opgeheven.

Art. 3

In tabel A van de bijlage van voormeld koninklijk besluit nr. 20, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 december 1992, wordt het bepaalde onder XIII vervangen door wat volgt:

“XIII. Energie en water

1. De levering van elektriciteit aan huishoudelijke afnemers als bedoeld in artikel 2, 16°*bis*, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.

2. Gewoon natuurlijk water geleverd door middel van waterdistributie.”.

23 september 2021